

Congrès AFSP 2009

Section thématique 46

Sociologie historique des "changements de régimes"

Axe 2

Vanessa Bernadou (Université Paris-Dauphine)

vanessa.bernadou@hotmail.fr

Problématisation autour d'une sortie de crise de type charismatique : le cas du président argentin, Néstor Kirchner

Comment saisir et rendre compte d'une situation de sortie de crise et d'un retour à l'ordre dans un régime politique ? Comment se reconstruit, s'objective et se renforce la capacité à agir pour des dirigeants politiques dont les positions de pouvoir se sont vus contestées tous azimuts et affaiblis tout au long de la crise ? C'est à cette question que cette contribution se propose de répondre en partant de l'hypothèse d'un retour à la puissance et à la coopération politique autour de la construction d'une figure charismatique, à savoir ici celle de Néstor Kirchner, le premier président élu par la voie des urnes deux ans après la très grave crise politique, économique et sociale qui avait ébranlé l'Argentine¹.

Depuis l'effondrement du régime militaire et l'élection de Raúl Alfonsín en 1983, l'Argentine s'était engagée sur la voie de la démocratisation politique. Les forces armées ont été subordonnées au pouvoir civil et deux alternances gouvernementales ont attesté de la démocratisation du système politique : en 1989, avec l'élection du péroniste² Carlos Menem qui a cumulé deux mandats, puis en 1999 avec l'élection du chef allianciste³, Fernando de la Rúa. Or, en décembre 2001, des événements spectaculaires plongent l'Argentine dans une crise politique, économique et sociale sans précédent. L'instabilité

¹ Notre intervention s'inscrit dans le cadre d'une thèse de science politique effectuée depuis décembre 2003 à l'université de Paris-Dauphine sous la direction de Mme Brigitte Gaïti. L'objectif de notre recherche est de contribuer aux réflexions engagées en science politique sur les situations de crise et les processus de transitions démocratiques. Il s'agit de réfléchir, à partir du cas argentin, sur les situations d'effondrement social et politique et sur les modes de coopération engagés pour (re)produire de la prévisibilité, des capacités à agir et à décider politiquement, et donc à restaurer de la croyance en l'autorité politique

². Créé en 1945 sous le nom de Parti justicialiste (PJ), le péronisme est un mouvement charismatique lié à la personne de Juan Domingo Perón (mort en 1974). Initialement lié aux centrales syndicales argentines, le PJ a connu de profondes transformations avec l'arrivée au pouvoir de Menem. Depuis sa création, le mouvement s'est étendu de l'extrême gauche à la droite néolibérale en passant par le centre, couvrant presque toutes les sensibilités de l'éventail politique argentin. Voir, entre autres, Ricardo Sidicaro, *Los tres peronismos : Estado y poder económico (1946-1955/1973-1976/1989-1999)*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002 ; Ana-María Mustapic, « Del partido peronista al partido justicialista : las transformaciones de un partido carismático », dans Juan Abal Medina, Marcelo Cavarozzi (dir.), *El asedio a la política. Los partidos latinoamericanos en la era neoliberal*, Quilmes, Politeia, 2002.

politique marque l'affaiblissement dramatique des positions de pouvoir institutionnel. Après quatre démissions présidentielles consécutives, c'est au tour du péroniste Eduardo Duhalde d'assumer l'intérim de la présidence dès le 1^{er} janvier 2002. Cependant, sous la pression de nombreuses mobilisations sociales et de ses opposants politiques, le nouveau chef d'Etat est rapidement contraint d'anticiper des élections présidentielles : le refus des instances financières internationales de reprendre les négociations et les débordements répétés des institutions chargées du maintien de l'ordre font de la question de la « crédibilité » du gouvernement un enjeu central pour pouvoir (re)produire des capacités d'action et restaurer de la croyance en l'autorité politique.

Les résultats des élections, avancées à avril 2003 (au lieu d'octobre), sont pour le moins inattendus. Le désistement de C. Menem pourtant arrivé en tête au soir du premier tour de l'élection présidentielle hisse à la tête de l'Etat, un autre candidat péroniste arrivé second, et soutenu tardivement par le président E. Duhalde, le gouverneur d'une petite province du Sud (Santa Cruz), Néstor Kirchner. Méconnu sur la scène politique nationale et internationale, privé d'une légitimité électorale, le nouveau président suscite non seulement des interrogations mais aussi des doutes sur sa capacité à pouvoir maîtriser le jeu politique. Les commentaires – que ce soit des journalistes, des dirigeants politiques ou des politologues argentins et étrangers – sont pour la plupart stigmatisants à son encontre. Or en 2005, l'autorité de N. Kirchner semble être confirmée lorsque ceux qui sont en quelque sorte montés avec lui remportent majoritairement les élections législatives et sénatoriales⁴. Les commentaires des différents analystes politiques décrivent alors N. Kirchner comme un chef « hégémonique » face à une opposition politique désarticulée. Aussi, lorsque son épouse, Cristina Kirchner, se déclare candidate à l'élection présidentielle de 2007, toutes les anticipations des instituts de sondage s'accordent sur sa future victoire. Le 28 octobre 2007, son large triomphe sur ses concurrents dès le premier tour de scrutin marque une stabilisation du jeu politique argentin, six ans après la terrible crise économique, politique et sociale qui a secoué le pays et consolide la domination des « kirchnéristes » sur la scène politique nationale.

Afin de comprendre ce processus de sortie de la crise argentine nous avons fait l'hypothèse, à la suite des travaux de Michel Dobry sur la légitimation⁵, que rendre compte de l'écroulement ou de la restauration d'une autorité politique suppose de prendre ses distances avec l'idée que la survie d'un régime tient exclusivement aux soutiens dont il bénéficie dans la population : lors des événements spectaculaires de 2001 en Argentine, les manifestations des *piqueteros*⁶ ou les taux d'abstention abyssaux aux élections

³ L'Alliance (*Allianza por el trabajo, la justicia y la educación*) est une coalition politique créée en août 1997 entre le Parti radical (*Unión Cívica Radical* (UCR)) qui est le parti politique argentin le plus ancien du pays créé en 1891 et le parti de centre gauche, le Frepaso (*Frente País Solidario*) créé en 1994.

⁴ Le système électoral argentin est très complexe. L'une de ses caractéristiques fondamentales réside dans le fait que des élections sont organisées tous les deux ans. Aux élections présidentielles qui ont lieu tous les quatre ans, s'ajoutent des élections intermédiaires destinées à renouveler la moitié de la Chambre des députés et le tiers du Sénat.

⁵ Voir M. Dobry, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », in Javier Santiso, dir, *A la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Karthala, 2002.

⁶ Les *piqueteros* désignent les groupes organisés de travailleurs sans emploi qui sont apparus à la fin des années 1990 et sont également appelés « mouvement social des chômeurs. » Le terme « *piquetero* » renvoie au terme « piquet de grève » : leurs actions consistent à la mise en place de barricades qui coupent les principales routes, autoroutes et pont du pays ; ils organisent également des soupes populaires autour de ces piquets de grèves.

législatives d'octobre 2001⁷ semblaient pourtant offrir une prise à l'analyse de la délégitimation d'un régime désormais démocratique. De notre point de vue, l'analyse du processus de crise généralisée qui a touché l'Argentine en 2001 ne doit pas être réduite comme le font beaucoup d'analyses savantes à une « pathologie » argentine c'est-à-dire à la seule analyse des menaces ou du rejet des différents groupes sociaux du système politique argentin. Les quatre démissions présidentielles consécutives en décembre 2001, la nomination d'E. Duhalde comme président intérimaire en janvier 2002 et l'élection du président N. Kirchner en mai 2003, nous ont invité à orienter l'analyse du côté du politique et à faire l'hypothèse que la scène institutionnelle n'était pas peuplée de marionnettes impuissantes, s'agitant sur le devant de la scène pendant que les militaires, les patrons, les syndicats, les organisations financières internationales mèneraient la danse dans les coulisses.

Nous faisons donc le pari ici que l'on peut retrouver des éléments d'explication décisifs en focalisant l'analyse sur les activités se déroulant dans les sites institutionnels, mobilisant hauts fonctionnaires, dirigeants politiques, chefs de parti, députés, ministres, gouverneurs⁸ mais aussi ces interprètes et auxiliaires du jeu politique que sont les journalistes ou les politistes. Notre hypothèse repose sur le fait que les processus de crise et d'effondrement d'un régime dépendent moins de la défaillance du consentement qui lui est octroyé en termes de valeurs que des dynamiques complexes qui amènent les acteurs politiques à perturber les arrangements institutionnels, modifier les règles pratiques et défaire les accords consolidés qui assuraient auparavant leur coopération et le fonctionnement routinier de leurs interactions⁹. Nous pensons que c'est dans le jeu politique proprement dit, dans les alliances qui s'y nouent et dans les soutiens qui sont mobilisés que se comprennent les phénomènes de délégitimation politique. Autrement dit que l'impuissance politique est un produit de mobilisations pour partie proprement politiques qui se déroulent aussi dans les sites institutionnels.

Aussi, appréhender la question de la restauration d'une autorité politique c'est s'intéresser aux conditions sociales et politiques d'un retour à l'action politique. Pour ce faire nous analyserons les premières politiques publiques engagées par le gouvernement de N. Kirchner entre 2003 et 2005 et les effets produits sur la scène politique argentine et sur l'identité politique même de N. Kirchner. Le retour sur les élections de 2003 et 2005, sur la constitution des alliances et des programmes qui les spécifient, sur l'analyse des débats législatifs, sur le suivi scrupuleux de l'agenda politique, sur les interprétations produites par les grands journalistes du pays¹⁰ sont à notre avis autant de moyens pour retrouver les anticipations et les calculs des uns et des autres et comprendre les moments d'élargissement des marges de manœuvre du président N. Kirchner.

⁷ Près de 26,28 % des votants s'étaient abstenus – alors que le vote est obligatoire en Argentine – et 21 % des inscrits avaient voté blancs ou nuls.

⁸ L'Argentine est une république fédérale de 40 millions d'habitants, composée de 24 unités constitutionnelles – 23 provinces qui sont des États fédérés dirigés par des gouverneurs élus, auxquelles s'ajoute depuis 1995, la capitale du pays, Buenos Aires Capital Federal. Les pouvoirs publics sont donc agencés selon trois niveaux : l'État fédéral, les États provinciaux et les gouvernements municipaux. Les provinces sont de poids économiques et de tailles très disparate cependant, la province de Buenos Aires (à ne pas confondre avec la capitale du même nom) demeure la province la plus peuplée et la plus riche du pays.

⁹ Nous rejoignons ici les analyses de Jean-Louis Briquet sur la crise de la 1^{ère} république italienne Cf. J-L Briquet, *Mafia, justice et politique en Italie. L'Affaire Andreotti dans la crise de la République*, Paris, Karthala, 2007.

¹⁰ Notamment ceux travaillant dans trois grands quotidiens argentins : *Clarín*, le journal national le plus lu du pays ; *Página/12*, le journal de gauche à grand tirage de Buenos Aires, et le journal conservateur de droite, *La Nación*. Notre analyse s'appuie également sur plus d'une vingtaine d'entretiens menés auprès de hauts fonctionnaires et journalistes de ces 3 quotidiens.

D'une situation de crise à une configuration charismatique: Observations et hypothèses

Crise de régime et incertitudes

Au regard du passé, l'impuissance gouvernementale argentine a été longtemps éprouvée depuis la restauration de la démocratie en 1983 : Les mobilisations récurrentes au sein de l'armée, des organisations économiques ou des syndicats avaient contribué à contester le monopole d'action et de pilotage ordinairement reconnu aux dirigeants politiques. Toutefois, lorsque surviennent les événements spectaculaires de décembre 2001, la majorité des historiens et des politistes décrivent cette crise comme étant « la plus grave de son histoire. » Une crise qui a touché toutes les sphères de la société argentine et qui a fortement ébranlé le pouvoir politique en lui-même. Il nous semble alors important de revenir ici sur ces événements.

En pleine crise économique et à la suite de l'application d'une série de plans d'austérité économiques, le gouvernement de F. de la Rúa décide le 1^{er} décembre 2001 de geler les comptes bancaires des argentins en limitant leur retrait en liquide à 250 dollars par semaine. Le 5 décembre, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale décident de suspendre leurs prêts. Très vite plusieurs supermarchés sont pillés ; les grèves et les mobilisations sociales se succèdent et s'amplifient dans tout le pays. Les manifestants, issus des classes sociales les plus basses mais également des classes moyennes, réclament leur épargne et expriment leur mécontentement en tapant notamment dans des casseroles scandant d'une « même voix » : « *Que se vayan todos y que no quede ni un solo* » (qu'il s'en aillent tous et qu'il n'en reste plus un seul) rejetant ainsi toutes les formes de canaux traditionnels de représentation : que ce soient des députés, des sénateurs, des législateurs provinciaux, des juges de la Cour Suprême, des leaders syndicaux ou des dirigeants de banques, tous, sont régulièrement les cibles d'escraches¹¹ et ne peuvent plus sortir dans la rue dans la crainte de se faire « chahuter » par la population. Pour la première fois dans toute l'histoire de l'Argentine, les militaires refusent à l'autorité présidentielle le droit d'intervenir¹², le maintien de l'ordre alors entièrement assumé par les forces de la police de la province de Buenos Aires entraîne la mort de 34 personnes, plus de 350 blessés et plus de 2500 arrestations. A cette série de débordements des forces chargées du maintien de l'ordre, s'ensuivent très rapidement les démissions successives de quatre présidents dans les deux dernières semaines du mois de décembre 2001 :

Le 20 décembre 2001, après avoir déclaré l'état d'urgence, le président F. de la Rúa démissionne de manière spectaculaire : il quitte le palais présidentiel (*la Casa Rosada*) en hélicoptère.

Son successeur, le président du Sénat, Ramon Puerta, démissionne au bout de 48 heures et est remplacé le 23 décembre par le péroniste Aldo Rodríguez Saá, gouverneur de la province de San Luis, nommé par les sénateurs et les députés du Congrès National, par 169 votes contre 138 afin d'assurer l'intérim de la Présidence jusqu'en mars 2002¹³. Très rapidement, les différents soutiens qui ont mené le nouveau président intérimaire au pouvoir retirent leur appui lorsque ce dernier annonce un moratoire de la dette,

¹¹ L'*escrache* est un acte de dénonciation publique d'une personne qui peut se manifester dans la rue ou parfois devant le domicile de la personne stigmatisée : ce procédé était auparavant utilisé par le mouvement des Mères de la Place de Mai pour dénoncer l'impunité dont jouissaient des responsables de disparitions ou des tortionnaires de la dictature de la Junte militaire (1976-1983).

¹² Entre le 6 septembre 1930 et le mois d'octobre 1983 l'Argentine a connu 24 présidents parmi lesquels 16 généraux : dans cette période eurent lieu six coups d'Etat victorieux des Forces armées contre des gouvernements élus et plus d'une dizaine de tentatives avortées.

l'instauration d'une nouvelle monnaie, *l'argentino*, et la création de plus d'un million d'emplois. Privé de ses principaux soutiens et à la suite de nouveaux dérapages faisant une douzaine de blessés, A. Rodriguez Saá démissionne à son tour le 30 décembre 2001.

Il est alors remplacé par le président de la Chambre des députés, Eduardo Camaño, qui démissionne aussitôt, remplacé le 1^{er} janvier 2002 par le péroniste E. Duhalde, sénateur national et ancien gouverneur de la très grande province de Buenos Aires, élu par les législateurs par 262 votes contre 21 et 18 abstentions. Chargé cette fois de terminer le mandat présidentiel jusqu'en décembre 2003, E. Duhalde est toutefois rapidement contraint d'anticiper des élections présidentielles sous la pression de nombreuses mobilisations sociales et de ses opposants politiques : le refus des instances financières internationales de reprendre les négociations et les débordements répétés des institutions chargées du maintien de l'ordre, notamment le 26 juin 2002 après la mort de deux *piqueteros*, témoignent des défaillances des dirigeants politiques argentins à asseoir leur autorité au sein des institutions chargées du maintien de l'ordre et font de la question de la « crédibilité » du gouvernement un enjeu central pour pouvoir (re)produire des capacités d'action et restaurer de la croyance en l'autorité politique.

L'anticipation des élections présidentielles au mois de juillet 2002 ouvre alors une très courte période de marchandage concernant le choix des candidats au sein des différentes organisations partisans. La compétition, tout en s'ouvrant à de nouveaux venus, n'a paradoxalement pas découragé les « anciens » de la politique : les péronistes C. Menem, A. Rodriguez Saá, José Manuel de la Sota (Córdoba), Carlos Reutemann (Santa Fe), Juan Carlos Romero (Salta) et N. Kirchner, plus marginalisé au sein du parti, se déclarent tour à tour candidats à la présidence¹⁴. Dans le camp radical, la chute du gouvernement de F. de la Rúa mettant fin à la coalition politique de l'Alliance rend difficile la mobilisation des soutiens au sein du parti : plusieurs de ses dirigeants préfèrent se rallier à de nouvelles formations politiques créées par d'anciennes figures radicales également candidates à l'élection présidentielle comme Elisa Carrió, fondatrice en octobre 2001 de *Afirmación para una Republica Igualitaria* (ARI), ou Ricardo López Murphy leader de *Recrear Argentina*, créé en 2002. L'incertitude qui règne alors au sein de la scène politique argentine et la virulence de la compétition entre les différents candidats bouleversent une nouvelle fois les règles électorales : les primaires des partis politiques sont ouvertes exceptionnellement aux citoyens qui ne leur sont pas affiliés et la date de l'élection présidentielle initialement fixée pour le 30 mars 2003 est finalement déplacée pour le 27 avril. E. Duhalde qui bénéficie d'importants réseaux au sein du parti péroniste, le Parti justicialiste (*Partido Justicialista*, PJ), et notamment dans la province de Buenos Aires, n'est pas prétendant à l'élection. Cependant, pour se préserver d'une future mise en dehors du jeu politique, il entreprend des négociations au sein du PJ afin de trouver un candidat « crédible » qui soit capable de faire front à son adversaire depuis longtemps proclamé, C. Menem. Après avoir épuisé les

¹³ Selon la loi 20.972 dite d'*acefalía* créée en 1975: « Dans le cas de destitution, mort, démission ou inaptitude du président et vice-président de la Nation, le Pouvoir Exécutif sera exercé d'abord par le président provisoire du Sénat, puis par le Président de la Chambre des députés et en leur absence, par le président de la Cour Suprême de Justice de la Nation, jusqu'à ce que le Congrès réuni en Assemblée désigne le fonctionnaire qui sera chargé du gouvernement de transition (...) un fonctionnaire (...) qui ait exercé un des mandats suivants : sénateur national, député national ou gouverneur de province. » (*ley acefalía, Dirección de Información parlamentaria, Honorable Congreso de la Nación, 2 p.*) Cette loi établit également que la nouvelle autorité nommée à la présidence doit convoquer de nouvelles élections dans les 30 jours suivants sa nomination.

¹⁴ Excepté C. Menem qui est âgé de 73 ans, les autres candidats péronistes ont entre 50 et 60 ans. Ce sont tous des avocats qui sont devenus des personnalités politiques très influentes dans le Parti justicialiste de leurs provinces respectives dont ils sont gouverneurs (N. Kirchner est gouverneur de la province de Santa Cruz depuis 1991).

possibilités de trouver un successeur et suite à la défection de nombreuses candidatures péronistes, dont celle de C. Reutemann, E. Duhalde décide en janvier 2003 d'appuyer en dernier ressort la candidature de N. Kirchner. Toutefois les luttes intestines au sein du PJ rendent malaisées les transactions que le président doit engager avec ses anciens soutiens pour convaincre de la pertinence de son candidat au point que les élections primaires du parti maintes fois ajournées sont annulées. Trois péronistes participent alors à la compétition : les anciens présidents C. Menem et A. Rodriguez Saá et le candidat soutenu par d'E. Duhalde, N. Kirchner. La fragmentation inédite de la scène politique argentine rendue visible par le nombre important de candidatures à la présidence perturbe les anticipations, souvent contradictoires, des différents instituts de sondage et laissent ouvertes toutes les options possibles quant au futur gagnant de ces élections.



Lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2003, on a pu voir des affiches sur les murs de Buenos Aires qui montraient N. Kirchner en marionnette et E. Duhalde en ventriloque.

Le basculement du jeu politique

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle sont pour le moins inattendus : la domination indéniable du parti péroniste qui recueille à lui seul plus de 60 % des votes exprimés et le maintien sur le devant de la scène des plus anciennes figures politiques argentines lors du premier tour remettent en question les lectures qui ont pu être faites du slogan « *¡ Que se vayan todos !* » (Qu'ils s'en aillent tous !), scandé lors des mobilisations sociales en 2001 et 2002. Parmi les dix-neuf candidats qui se sont présentés, ce sont les péronistes C. Menem avec 24,14% des votes et N. Kirchner avec 22,04% des suffrages qui arrivent en tête du scrutin¹⁵. Or, le 16 mai 2003, C. Menem, après une importante campagne de stigmatisation à son encontre et une défaite annoncée par tous les instituts de sondage¹⁶, fait un choix

¹⁵ Le troisième candidat péroniste, A. Rodriguez Saá, recueille 14,13% des suffrages et arrive en 5^{ème} position. R. López Murphy est arrivé 3^{ème} avec plus de 16,42% des voix et E. Carrió 4^{ème} avec 14,21% des votes. Le candidat radical, Leopoldo Moreau, ne recueille que 2,6% des suffrages exprimés.

¹⁶ C. Menem, impliqué notamment dans de nombreuses affaires de corruption, a tenté de former une coalition avec les différents autres candidats du premier tour. Ils ont tous refusé de se rallier à lui, et les sondages ont montré N. Kirchner gagnant avec plus de 80 % des suffrages. Ce dernier a d'ailleurs refusé tout débat avec son adversaire.

sans précédent : il déclenche la stupeur et l'indignation auprès des différents protagonistes du jeu politique en décidant de se retirer de la compétition¹⁷. « Président élu par le plus faible score électoral de toute l'histoire de l'Argentine », N. Kirchner devient donc le 52^e président de la République Argentine. Méconnu sur la scène politique nationale et internationale, privé d'une légitimité électorale, N. Kirchner suscite non seulement des interrogations mais aussi des doutes sur sa capacité à pouvoir maîtriser le jeu politique. Les commentaires – que ce soit des journalistes, des dirigeants politiques ou des politologues argentins et étrangers – sont pour la plupart stigmatisants : c'est « la marionnette de Duhalde », « un mauvais orateur¹⁸ », il est « incapable d'éveiller des passions¹⁹ », il est « chiche de charisme²⁰ ».

Pourtant, quelques mois plus tard et suite à une purge des institutions militaires marquées par l'histoire de la dictature (1976-1983), cette représentation de N. Kirchner va basculer et très rapidement : des représentations dévalorisantes du nouveau chef de l'Etat au lendemain de son élection véhiculée par le personnel politique et par les analystes politiques, on passe à une célébration inattendue de cet homme qui devient en quelques mois « l'homme de la situation ». N. Kirchner apparaît comme un « président adulé²¹ »; on parle d'un « style K²² », de « Super Kirchner²³ ». Des intellectuels argentins, universitaires ou écrivains, ne tarissent pas d'éloges : « Néstor Kirchner a su donner de la densité à la figure présidentielle », « Néstor Kirchner inaugure un nouveau type de discours », il « est proche des gens », il est « exceptionnel », « charismatique », c'est « le président inespéré²⁴ ».



« Super K »

Une de la revue *Noticias* (7/06/03)

¹⁷ Depuis la réforme constitutionnelle de 1994, un candidat est élu à la présidence dès le premier tour s'il obtient plus de 45% des suffrages exprimés ou s'il recueille 40% des votes et qu'il devance de plus de 10% le candidat suivant.

¹⁸ *Clarín*, 3 avril 2003.

¹⁹ *El Mundo*, Madrid, 25 mai 2003.

²⁰ *La Nación*, 26 mai 2003.

²¹ *Libération*, 2 septembre 2003.

²² *Clarín*, 25 juin 2003.

²³ *La Nación*, 16 juin 2003.

²⁴ Cf. Natanson (J.), dir., *El presidente inesperado. El gobierno de Kirchner según los intelectuales argentinos*, Buenos Aires, Homos Sapiens Ediciones, 2004.

Comment comprendre alors ce renversement d'image mais également le maintien au poste d'un président qui semble réussir à maîtriser le jeu politique ou en tout cas qui a réussi à créer autour de lui un réseau d'alliés politiques et de soutiens sociaux ? Elu "du hasard", comment N. Kirchner a-t-il pu constituer des soutiens tous azimuts et durables, que ce soit dans le parti péroniste, auprès des dirigeants locaux ou auprès d'autres groupes stratégiques que sont les leaders sociaux (syndicalistes et *piqueteros*) ou bien l'armée ? C'est suite à ces observations que nous avons voulu engager une réflexion sur la production de charisme de situation comme solution de sortie de crise.

L'hypothèse sociologique d'une sortie de crise de type charismatique : un phénomène à expliquer et pas un type d'explication

On sait combien les phénomènes charismatiques résistent toujours un peu à l'analyse sociologique pourtant, l'émergence de nouveaux leaders dans le cours des processus de crise politique offre une opportunité au renouvellement de l'étude des transitions ou des changements de régime. Les analyses en sciences sociales attribuent généralement l'ascension et le maintien au pouvoir de nouveaux leaders, notamment en Amérique latine, par le caractère « néo-populiste » de leurs discours. L'émergence de dirigeants comme Hugo Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, ou bien encore Luiz Inácio « Lula » da Silva au Brésil sont souvent perçus et classés dans une même catégorie : celle du « leader populiste de gauche ». En Argentine l'ascension de N. Kirchner n'échappe pas à ces tentations explicatives. De notre point de vue cette notion dépourvue de toute signification sociologique ne renvoie à aucune pratique ou réalité concrète. Notre objectif ici n'est pas de baptiser ou de débaptiser les phénomènes observés mais de rendre intelligibles les processus qui ont créé et font exister les diverses institutions sociales (les partis, l'Etat, les groupes sociaux, les individus, etc.) sous la forme sous laquelle elles existent. Aussi, à la suite des travaux d'Annie Collovald sur le populisme, nous rejoignons l'analyse selon laquelle « le charisme est un phénomène à expliquer » en ce sens qu'il est « le résultat de tout un travail collectif de construction et d'imposition auquel participent tous ceux qui sont en relation avec le leader et qui par leur reconnaissance mais aussi par leur propres calculs et ralliements (contraints, retenus, cyniques ou subjugués) créent une situation charismatique dans laquelle celui-ci se trouve pris au point de susciter chez lui un sens charismatique de soi qu'il ne possédait pas auparavant²⁵. »

La majorité des analyses produites sur le processus de sortie de la crise argentine dans la période 2003-2008 attribuent le plus souvent les réussites du gouvernement de N. Kirchner à la seule capacité et volonté d'un président, un homme « courageux » et « volontaire » pour ses partisans, ou « autoritaire » et « fascisant » pour ses détracteurs. Quelque soient les commentaires produits à l'encontre de N. Kirchner, ils appartiennent tous au registre de l'autorité. Cependant, notre analyse se distinguera de ces récits « héroïques » qui consistent à postuler la maîtrise par les acteurs stratégiques de tous les effets de leurs actes pour prendre un parti inverse : celui de détourner le regard de l'action et des intentions prêtées à N. Kirchner afin de saisir les moments où les différents protagonistes vont évaluer le changement, se situer et situer les autres, et participer à leur manière au processus engagé²⁶. Si l'on reprend les termes de M.

²⁵ Cf. A. Collovald, *Le « Populisme du FN » : un dangereux contresens*, Editions du croquant, Broissieux, septembre 2004, cit. p.150-151.

²⁶ Concernant les analyses sur les configurations charismatiques nous rejoignons les travaux de Brigitte Gaïti sur Charles de Gaulle. Voir notamment « La décision à l'épreuve du charisme. Le général de Gaulle entre mai 1968 et avril 1969 », *Politix*,

Dobry, « les organisations n'agissent jamais " comme un seul homme"²⁷. » L'objectif n'est donc pas de montrer N. Kirchner comme un homme doté de pouvoirs extraordinaires, mais plutôt de comprendre comment il va progressivement devenir le point de focalisation de mobilisations multiples, lié au principe d'une restauration collective de la croyance en la capacité des hommes politiques à agir sur le réel. Refuser d'adhérer aux récits héroïques ne signifie certainement pas contester ou diminuer la valeur des engagements de leurs auteurs mais « il s'agit là simplement de reconnaître la complexité et les ambivalences de la réalité historique et de la soustraire aux représentations que tendent à façonner ceux qui la plient aux impératifs des luttes politiques, professionnelles et institutionnelles dans lesquels ils sont engagés²⁸ ».

Le charisme tel qu'il est appréhendé ici n'est donc pas le fait de qualités extraordinaires d'un homme mais c'est le produit d'un travail collectif, c'est-à-dire que les calculs et les anticipations des acteurs politiques vont s'articuler autour du nouveau président argentin et c'est ce travail collectif (sans être nécessairement coordonné) de sortie de la crise qui va nous intéresser : nous pensons que se joue au cours de l'élection présidentielle de 2003 et dans les deux premières années au pouvoir du président N. Kirchner, une reconfiguration de la situation politique argentine et qu'il va se jouer là également un processus d'autonomisation du politique dans la mesure où le gouvernement va réussir en quelque sorte à contrôler l'agenda et à faire la démonstration de cette maîtrise retrouvée du jeu politique.

Dans cette configuration très faiblement stabilisée qui est celle de 2003, N. Kirchner va en quelque sorte « payer de sa personne », s'investir personnellement et de manière intensive à chaque campagne électorale et ce n'est qu'en 2005, comme nous l'avons déjà précisé, que son autorité semble véritablement confirmée lorsque ceux qui se réclament de lui remportent majoritairement les élections législatives et sénatoriales. La large victoire de Cristina Kirchner à l'élection présidentielle du 28 octobre 2007, consolide la domination des « kirchneristes » sur la scène politique argentine et l'héritier improbable qu'était alors N. Kirchner en 2003 – en référence à Perón qui est une mesure « traditionnelle » de l'autorité politique en Argentine – devient en quelque sorte en 2007, l'héritier « naturel » pour diriger le parti péroniste en prenant la direction du mouvement au début de l'année 2008.

Il s'agit donc ici non pas de faire une chronique de la situation politique argentine mais de reconstituer un « récit » politique plausible de ce retournement « identitaire » de Kirchner et de trouver les ressorts de ce processus de restauration d'une puissance politique sur la période 2003-2005. Cela suppose de travailler sur une chronologie précise de ce retournement en même temps que de saisir, sur cette séquence très courte, les moments de reconstruction des premières causalités retrouvées par les acteurs et les interprètes du jeu politique. On sait l'importance dans l'analyse sociologique des transitions du travail sur les temporalités de l'action déployée dans les situations de crise ; c'est par exemple ce que l'on va tenter de faire en analysant les premières politiques publiques engagées par le gouvernement au prisme de cette hypothèse de reprise des transactions entre secteurs sociaux et de formation des soutiens qui s'y constituent. C'est de la même façon le renversement des qualités de Kirchner qui se nouent dans les activités de négociation, de transaction, et d'interprétation de la réalité du retour à l'ordre. Dans ce

vol 2, n°82, p.39-67.

²⁷ M. Dobry, *Réflexions à partir d'une analyse sociologique des crises politiques : point de vue de Michel Dobry*, Actes de la 3^{ème} séance du Programme Risques collectifs et situations de crise, CNRS, Grenoble, 22 juin 1995, cit. p.61.

²⁸ Cf. J-L Briquet, *Mafia, justice et politique en Italie. L'Affaire Andreotti dans la crise de la République*, Paris, Karthala, 2007, cit. p.28.

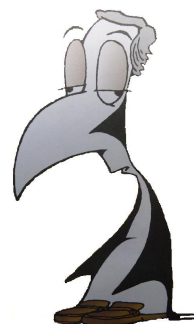
cadre, on le verra, l'opinion (c'est-à-dire les sondages publiés, les résultats électoraux, ou encore les mobilisations urbaines et ouvrières) n'est rien d'autre qu'un des acteurs de ce processus collectif²⁹ qui produit sanctions, paralysie ou habilitation, qui trace et retrace les limites de ce que peuvent se permettre certains gouverneurs, députés ou chefs de parti, qui autorise pour finir le nouveau président de la République à occuper sa position avec force.

Pour comprendre ce processus, il nous a fallu faire des détours et parfois aller très loin de l'Argentine, de Kirchner et des années 2000. Sur l'approche du charisme en politique nous avons rejoint notamment les travaux développés par Annie Collovald (A.) sur *Jacques Chirac et le gaullisme*, Paris, Belin, 1999 ; ceux développés par Michel Dobry dans son ouvrage de la *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2^{ème} édition, 1992 ; ou encore les travaux de Brigitte Gaïti sur Charles de Gaulle (*Charles De Gaulle, prophète de la cinquième République (1946-1962)*) ; Paris, Presses de Sciences Po, 1998) ; de Ian Kershaw sur Hitler (*Hitler. Essai sur le charisme*, Paris, Gallimard, 1995) ou bien de la thèse de Magdalena Hadjiisky en République tchèque sur Vaclav Havel (*De la mobilisation citoyenne à la démocratie de partis. Participation et délégation politiques dans la nouvelle démocratie tchèque (1989-1996)*, Thèse de doctorat sous la direction de M. Jacques Rupnik, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 16 décembre 2004.)

Les retournements identitaires de N. Kirchner : de l'outsider politique au chef « hégémonique »

Qui est Néstor Kirchner³⁰ ?

N. Kirchner d'origine croato-suisse est né en 1950 dans une petite ville de la Patagonie appelé Río Gallegos, la capitale de la province de Santa Cruz. Dans le début des années soixante-dix, il s'installe dans la province de Buenos Aires afin d'entreprendre des études de droit à l'Université de La Plata. Il y deviendra membre de la Jeunesse Péroniste et rencontrera sa future épouse, Cristina Fernández. Suite à la proscription des associations liées à la gauche péroniste établie par le régime de la junte militaire (1976-1983) dans la province de Buenos Aires, N. Kirchner préfère cesser toute activité politique et revenir dans sa ville natale où il ouvre avec Cristina Kirchner, une étude juridique qui leur permettra d'acquérir un patrimoine immobilier conséquent. En 1982, l'affaiblissement de la junte militaire accompagnée d'une réouverture du champ politique amène N. Kirchner à entrer dans la compétition politique pour le poste de maire de Río Gallegos. Il perd les primaires de son parti mais sera nommé par son adversaire, président de la Caisse de Prévision social de la ville en 1984. Il réussira à gravir les échelons de la carrière gouvernementale en gagnant d'une courte tête les élections municipales de 1987 – avec une différence de 130 voix contre son principal adversaire – puis les élections gouvernementales en 1991, sous le label politique du Front pour la Victoire



²⁹ Cf. les articles de B. Gaïti, « Le rôle de l'opinion dans les processus de délégitimation ou l'impopularité des régimes déchus », in Lagroye (J.), dir., *La politisation*, Paris, Belin, 2003 ; ainsi que « L'opinion politique dans l'histoire politique : Impasses et bifurcations », *Le Mouvement social*, n° 221, Paris, octobre-décembre 2007, p. 95-104.

³⁰ La photo dans l'encadré représente N. Kirchner en pingouin (*pingüino*) en raison de ses débuts politiques dans les terres australes de la Patagonie. Cette caricature très répandue en Argentine a été créée par le dessinateur humoristique Cristian Dzwonik, plus connu sous le pseudonyme « Nik », qui officie notamment dans le journal *La Nación*.

Santacruzenienne (FVS) qu'il créé en 1988. En 1992 il est élu Président des Organisations Fédérales des Etats Producteurs d'Hydrocarbures (OFEPHI) ainsi que Président du Conseil Provincial du Parti Justicialiste. Il restera au poste de gouverneur de Santa Cruz jusqu'à son ascension à la présidence de la République en 2003

En décembre 2001, N. Kirchner annonce sa candidature quelques jours après la démission de F. de la Ruá et il est l'un des plus fervents partisans de l'anticipation des élections présidentielles : très éloigné du secteur dominant du parti péroniste dirigé par C. Menem, allié à des acteurs politiques de gauche, il a très peu de soutiens parmi les dirigeants influents du Parti justicialiste (PJ) qui, d'ailleurs, ne le soutiennent pas. « Candidat marginal » pendant plusieurs mois, N. Kirchner apparaît alors comme le gouverneur péroniste le « plus dur » et le plus critique envers la gestion du gouvernement d'E. Duhalde. Ce dernier, pourtant, décidera d'appuyer sa candidature en janvier 2003. Kirchner, présenté par les journalistes alors comme un « bon gestionnaire », « rigoureux » et « méthodique », doté d'une « incroyable capacité de travail » est intronisé, un peu par surprise, comme compétiteur de premier rang par E. Duhalde, qui déclarera ironiquement plus tard : « Ça aurait pu être n'importe qui³¹ ».

Le 25 mai 2003, N. Kirchner devient le 52^{ème} président de la République. Cette nouvelle position au sein de l'architecture institutionnelle argentine réoriente alors les lignes de l'action que les autres vont avoir à son égard. Les questions des soutiens et la nature des alliances deviennent l'enjeu primordial de la nouvelle compétition politique : ce sont elles qui vont définir les limites et la consistance de l'autorité présidentielle à un moment où les négociations avec les instances financières internationales font de cette question de la « crédibilité », un élément des transactions en cours.

Un charisme de fonction : Les usages politiques risqué de ruptures symboliques

N. Kirchner arrive au pouvoir avec très peu de soutiens constitués et est contraint de conserver dès son arrivée au pouvoir les compromis effectués avec le camp duhaldiste avant son élection. Dans un premier temps, c'est donc au travers d'un jeu de coopération politique obligée que des accords sont établis avec certains duhaldistes promus ou maintenus à des positions stratégiques au sein du gouvernement : c'est particulièrement le cas du ministre de la Défense, José Pampuro et du ministre de l'Economie, Roberto Lavagna, à qui est attribué en grande partie le mérite du « miracle » de la fragile reprise économique. En ce sens, Kirchner sur ce point de la politique, est « tenu » et ne réussit pas à trouver des marges de manœuvre. Il ne le pourra vraiment, on le verra, qu'en 2005.

On peut poser l'hypothèse que les premiers mois de mandat de N. Kirchner correspondent à une période d'« échanges de services », c'est-à-dire pour reprendre les termes de M. Dobry, à une refondation des collusions et d'échanges entre les acteurs stratégiques de l'Etat : l'armée, la haute- magistrature, la police, les gouverneurs etc.

Pour éviter de passer par des négociations parlementaires, le nouveau Président entreprend dès son entrée en fonction une série de réformes en signant un très grand nombre de décrets de nécessité et d'urgence (DNU³²). Bien plus, il affiche sa volonté de retrouver une maîtrise de l'agenda en proposant une hiérarchie relativement inédite et réputée risquée des urgences à traiter. N. Kirchner va se démarquer, en

³¹ D'après l'entretien de Curia (W.) dans *El ultimo peronista. La cara oculta de Kirchner*, Buenos Aires, Editorial SudAmericana, 2006, p. 154.

tout cas il va agir là où on ne l'attend pas et démontrer la rupture en engageant une politique de démocratisation des institutions marquées par la dictature et en premier lieu, l'armée. C'est par la mise en place de politiques d'épuration des militaires, puis des juges de la Cour Suprême et de la police de Buenos Aires que les premiers « coups tactiques » de N. Kirchner vont avoir des répercussions en termes de valorisation de son image et de construction de sa légitimité politique.

Le 27 mai 2003, contre toute attente, le nouveau président signe deux décrets provoquant le remplacement immédiat du haut commandement des forces armées et déclenche l'une des plus grande purges de l'institution militaire de l'histoire de l'Argentine en mettant à la retraite anticipée 52 haut officiers (27 généraux dans l'armée de terre, 13 dans la marine et 12 dans l'armée de l'air – soit environ 75 % de l'ensemble des généraux du corps armé – sont obligés de démissionner). Ce renversement de calendrier bouscule les anticipations et les calculs de tous les protagonistes et interprètes du jeu politique. Dans un premier temps c'est l'étonnement qui domine du côté des députés, des militaires comme dans les commentaires de journalistes. Dès lors, le débat autour de la destitution des hauts officiers alimente une controverse récurrente autour de l'amnistie des anciens dirigeants militaires de la dictature : entre 1986 et 1987, à la suite d'une série d'insurrections militaires qui menaçaient la stabilité de la jeune démocratie argentine, le gouvernement de R. Alfonsín avait fait voter deux lois d'amnistie des militaires destinées à apaiser les conflits : celle de « l'Obéissance due » et celle du « Point final³³ ». Aussi lorsqu'à la demande du pouvoir exécutif, ces deux lois sont annulées par le Congrès en juin 2003 les premiers commentaires produits sont attribués aux seules compétences personnelles de N. Kirchner, les différents secteurs de la société civile (des associations des droits de l'homme comme les Mères et les Grands Mères de la Place de mai, des journalistes de gauche, des intellectuels...) se rallient à la cause du président : seule sa personne est mise au cœur des interprétations : « *audace* », « *courage* » sont les qualificatifs les plus employés. La lecture dominante que l'on retrouve chez les historiens ou les politistes argentins adopte la même interprétation des faits : c'est « une page de l'histoire qui se tourne » ; « c'est une nouvelle façon de faire de la politique ». Les publications de sondages d'opinion se multiplient et montrent tous un haut niveau de popularité de N. Kirchner érigé désormais en « exemple » (*Clarín*, 1^{er} juin 2003). Pour le camp duhaldiste le coup porté est dur notamment pour le ministre de la Défense contraint de témoigner de sa solidarité envers la décision gouvernementale alors qu'il avait garanti aux trois chefs des corps armés la

³² Les décrets de contenu législatif, connus en Argentine comme DNU ont été introduits *de facto* par le président Alfonsín peu avant de commencer la transition démocratique. En conformité avec l'article 99-3 du nouvel ordre juridique de 1994 : « seulement quand des circonstances exceptionnelles seront impossible à suivre, les démarches ordinaires prévues par cette Constitution par la sanction des lois, et il ne s'agit pas de normes qui régulent de manière pénale, tributaire, électorale ou le régime des partis politique, l'exécutif pourra dicter des décrets par des raisons de nécessité et d'urgence » Voir l'article de Gabriel L. Negretto, «Gobierno solo el Presidente? Poderes de decreto y diseño institucional en Brasil y Argentina», n°167, vol.42, *Desarrollo Económico*, octobre-décembre 2002, Buenos Aires, p.377-404 Depuis 2003, N. Kirchner aurait appliqué selon les différents chiffres, environ 140 DNU. A titre de comparaison : R. Alfonsín (1983-1989) a appliqué 10 DNU ; C. Menem (1989-1999) : 545 DNU ; F. de la Rúa (1999-2001) : 73 DNU ; E. Duhalde (2002-2003) : 158 DNU.

³³ Le 26 décembre 1986, le gouvernement adopte la loi du *Punto Final* (Point final) qui met fin à la plupart des poursuites criminelles contre les militaires dans la mesure où ces derniers ne sont pas appelés à témoigner devant les responsables de l'enquête dans un délai de 60 jours. Le 16 mai 1987 est voté la loi d'*Obediencia Debida* (l'Obéissance due) qui fait porter les responsabilités des actes pendant la dictature sur les seuls généraux, c'est-à-dire qu'elle décharge les membres de l'armée qui avaient dû agir avec obéissance. Le 7 octobre 1989, le nouveau président péroniste, C. Menem, gracie les dictateurs Viola et Videla, 210 autres militaires ainsi que 64 membres de la guérilla *Montoneros* et le 29 décembre 1990, le président Menem octroie une grâce (*el indulto*) à 290 officiers subalternes et il remet en liberté tous les responsables de la dictature encore détenus.

reconduction de leurs mandats deux semaines auparavant. Il dira même à ses proches : « Kirchner ? La marionnette de Duhalde ? Ici, la seule marionnette, c'est moi. »

Ce renversement d'image qui suit l'arrivée de N. Kirchner au pouvoir va alors lui donner des marges d'action nouvelles et favoriser un certain nombre de ralliements, et notamment ceux des groupes politiques intéressés par les redistributions des ressources attachées à la fonction présidentielle. C'est en fait une des hypothèses qui nous voulons tenir ici, à savoir que la restauration d'une capacité à agir se joue dans ces ralliements de groupes politiques et institutionnels intéressés par les redistributions des ressources – symboliques ou matérielles – attachées à sa nouvelle fonction. Ces ralliements signalent le retour d'un jeu collectif autour de la nouvelle présidence : députés, gouverneurs et barons, pour la plupart hostiles ou distants, vont, parfois à leur corps défendant, produire une majorité présidentielle qui élargit progressivement les marges de jeu présidentielles.

La configuration d'une position arbitrale : La formation et le ralliement de nouveaux soutiens

Le ralliement des députés ou des gouverneurs est ici essentiel pour N. Kirchner qui a besoin de tenir une majorité au sein des sites institutionnels. Dans cette configuration très faiblement stabilisée, qu'est celle de l'arrivée au pouvoir de N. Kirchner, ce dernier va « payer de sa personne », et s'investir personnellement et de manière intensive à chaque campagnes électorales.

En 2003, du fait de l'anticipation de l'élection présidentielle les élections provinciales (gouverneurs, députés et sénateurs) ont débuté deux semaines après la présidentielle, alors qu'elles auraient dû se tenir avant. Cette inversion du calendrier électoral fait que ces élections provinciales constituent un premier test pour le gouvernement. Le nouveau président s'y investit intensivement et fait de véritables paris politiques en soutenant parfois des candidats – qui l'avaient appuyé dès le début de sa campagne – mis en concurrence avec ceux soutenus par les duhaldistes. Ces entreprises réussissent à plusieurs reprises (notamment dans la ville de Buenos Aires) mais elles ne sont toutefois pas suffisantes pour assurer à N. Kirchner et ses équipes, la loyauté des nouveaux mandataires : beaucoup gardent une certaine amertume de ne pas avoir été appuyés par le président et lui refusent l'autorité du parti³⁴. Or, la situation tend à s'inverser à l'issue des élections de 2005 lorsque les candidats « kirchneristes » sont les grands vainqueurs : cette fois c'est le leadership de Duhalde qui est contesté. Dans *La société de cour*, Norbert Elias montre comment Louis XIV parvient à conserver le contrôle de son pouvoir en jouant sur les tensions existant à la Cour³⁵. On peut émettre la même hypothèse à propos de N. Kirchner : la reconfiguration des alliances politiques qui s'opère autour du Président sur la période 2003-2005 s'explique par les tensions qui surgissent au sein du PJ au niveau local. On peut supposer ici que par sa position de chef d'Etat, N. Kirchner dispose – en dehors de ressources symboliques de redistribution de postes stratégiques – de ressources matérielles suffisantes pour constituer de nouveaux réseaux de fidélités. C'est notamment par une politique d'une relance néo keynésienne ciblée que l'on va pouvoir observer au cours de l'année 2003 et surtout au cours de l'année 2005, le ralliement de certains leaders

³⁴ Plusieurs législateurs ménémistes et duhaldistes déclarent devant la presse leur incompréhension de devoir appuyer des lois du gouvernement alors que dans leurs provinces « le Président appuie des candidats n'appartenant pas au PJ » (*La Nación*, 3 septembre 2003). Le gouverneur péroniste de la province de Córdoba, José Manuel de la Sota déclarera d'ailleurs à l'attention du Président, que si « Kirchner est là où il est c'est grâce au parti » (« *Kirchner está donde está gracias al partido.* », *Clarín*, 28 mars 2004.)

³⁵. Norbert Elias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985.

politiques et notamment, la constitution d'une classe politique de gouverneurs kirchneristes. Nous pensons que la reconfiguration des alliances politiques qui s'opère autour de la figure présidentielle entre 2003 et 2005, va se comprendre dans les tensions qui surgissent au sein du Parti péroniste et que le réaménagement des fidélités partisans tient également aux échanges qui se nouent autour de la mise en œuvre de politiques d'investissements territorialisés (comme les projets d'œuvres publiques et les plans de construction de logement (*Plan Viviendas*)).

De notre point de vue les usages politiques des ressources publiques, et notamment celles du ministère de la « Planification fédérale, des investissements publics et des services », dans lequel N. Kirchner a placé ses plus fervents fidèles de la province de Santa Cruz³⁶, vont créer les conditions de ralliements de grands élus (maire, députés et gouverneurs) envers l'administration nationale³⁷. Ce qui est toutefois intéressant de souligner ici c'est qu'aux ralliements de gouverneurs péronistes – observable par la défection du camp duhaldiste au profit de celui de N. Kirchner – s'ajoutent également ceux, plus inattendus, de gouverneurs radicaux, dont certains viennent à solliciter publiquement la candidature de N. Kirchner aux élections présidentielles de 2007.

La production dans un temps très court de ces soutiens hétérogènes, dont tout montre qu'il s'agit de soutiens sous condition de bénéfices en retour dans les plus brefs délais, oblige le président à entretenir ces nouveaux réseaux et durant toute la campagne de 2005. N. Kirchner se déplace dans l'ensemble des provinces, accompagné notamment du ministre de la « Planification fédérale, des investissements publics et des services », Julio de Vido, et octroie systématiquement des subventions pour des travaux publics aux gouverneurs ou aux intendants qui le reçoivent et le soutiennent. L'investissement personnel et financier du chef de l'Etat durant la campagne électorale produit des effets sur la configuration politique nationale ; la situation devient même inédite lorsque sur les 24 provinces argentines, onze présentent des listes péronistes divisées – le cas le plus exemplaire étant celle de Buenos Aires – dans lesquelles parfois plusieurs listes concurrentes se réclament du président³⁸. Ces ralliements tendent alors à reconfigurer le jeu politique au cours de la campagne électorale de 2005 : les oppositions et les démarquages politiques s'articulent désormais autour de la figure présidentielle.

La consolidation d'une position dirigeante

³⁶ Pour une analyse plus détaillée. Cf V. Bernadou « Néstor Kirchner : D'un président « sans pouvoirs » au « chef hégémonique », *Critique Internationale*, n°43, avril-juin 2009, p.89-107.

³⁷ « Les partis en Argentine sont organisés sur des bases territoriales et leur structure se calque sur celle du système de gouvernement : au-dessous des autorités nationales, réunies en Conseil ou en Comités, les autorités provinciales président leurs Conseils ou Comités respectifs. Cette organisation désorganisée octroie un pouvoir considérable aux autorités de province ; élues par leurs organisations, elles disposent de larges marges de décision quant aux règles partisans internes (les hiérarchies, les durées de mandats, les modalités d'élection), et bénéficient en outre de 80% du financement officiel attribué aux partis. » Les victoires du PJ dans la plupart des districts entérinent la prépondérance des chefs locaux au détriment de la direction nationale, accordant aux gouverneurs le premier rôle au sein du parti. (Silvia Sigal, « Argentine 2003 : La sortie de l'abîme ? », *Problèmes d'Amérique latine*, (51), hiver 2003-2004, p. 22).

³⁸ Le décret présidentiel 535/05 signé le 26 mai 2005 permet désormais à toutes associations politiques de pouvoir présenter des candidats aux élections sans la nécessité d'avoir un statut juridique de parti conformément à la loi électorale 25.611. Cette modification des règles du jeu politique suscite une réelle polémique auprès des opposants du président. Lors des élections de 2005, 546 nouvelles formations politiques sont créées et principalement localisées dans la ville de Buenos Aires.

Lors de la campagne électorale de 2005 les stigmatisations très fortes portées à l'encontre de la personne de N. Kirchner vont conférer à ce dernier la position d'adversaire central. En effet toutes les critiques vont s'organiser autour de lui et valider de fait sa position de nouveau chef. On peut faire alors ici une remarque c'est que « le charisme ne naît pas toujours de la reconnaissance directe et enchantée qui fait les héros unanimement reconnus. La stigmatisation quand elle est unanime, peu également s'avérer être une ressource charismatique puissante (...)»³⁹ »

En juin 2005, N. Kirchner et son entourage font le pari risqué de rompre toutes négociations avec E. Duhalde dans l'élaboration des listes électorales du parti dans la province de Buenos Aires et créent une alliance avec le gouverneur de la province alors en poste, Felipe Solá, sous l'étiquette du *Frente para la Victoria* (Front pour la Victoire, FPV). La déclaration de la candidature de Cristina Kirchner au poste de sénatrice nationale dans la province provoque de vives réactions dans le camp duhaldiste et le bastion historique du péronisme que représente la province de Buenos Aires devient rapidement le lieu privilégié des luttes entre le gouvernement national et l'appareil du PJ. À la liste de C. Kirchner composée de plusieurs leaders *piqueteros* – dont Luis d'Elia⁴⁰, le dirigeant de la *Federación Tierra, Vivienda y Hábitat* (FTV) – et d'universitaires, s'oppose rapidement celle de la candidate officielle du PJ, l'épouse de l'ancien président, Hilda « Chiche » Duhalde – connue surtout pour ses activités dans le secteur social de la province – soutenue par les secteurs traditionnels des syndicats et des figures situées à l'extrême droite de l'échiquier politique, comme l'ex-commissaire et candidat au poste de député, Luis Patti ou le militaire, Aldo Rico. Cristina Kirchner s'affiche lors de la campagne du côté du changement usant dans ses discours du registre du renouvellement politique en dénonçant les pratiques politiques « mafieuses » incarnées par la gestion d'E. Duhalde et de son entourage. La conversion de certains intendants ou hauts fonctionnaires réputés « ultra duhaldistes » au camp présidentiel comme le ministre de la Défense – et médecin personnel de la famille Duhalde – José Pampuro, qui accepte de figurer à la seconde place de la liste dirigée par Cristina Kirchner, brouille l'identité politique « anti-duhaldiste » du couple présidentiel et autorise les commentaires suspicieux des journalistes et de leurs adversaires politiques sur la crédibilité de leurs discours de campagne. Ces stigmatisations de la personne du président et le ralliement d'anciens duhaldistes autour de la candidature de C. Kirchner, ne semblent pourtant pas avoir d'effets négatifs sur la candidature de la première dame qui dépasse systématiquement de plus d'une vingtaine de points sa principale adversaire dans les différentes enquêtes d'opinion de la province de Buenos Aires.

Aussi, lors de la campagne de 2005, l'identité de N. Kirchner va être réduite par ses adversaires politiques à la représentation d'un « chef autoritaire », « néofasciste⁴¹ » aux « méthodes totalitaires⁴² » ; par l'Épiscopat de l'Église catholique argentine il sera qualifié de « nazi⁴³ ». Le journal *La Nación*, qui a incarné l'un des discours les plus durs à l'encontre du président, lui donnera l'image d'un « dirigeant

³⁹ On rejoint ici l'analyse d'A. Collovald, « Le « national-populisme » ou le fascisme disparu. Les historiens du « temps présent » et la question du déloyalisme politique contemporain, in *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, M. Dobry (sous la dir.), Albin Michel, 2003, cit. p.297.

⁴⁰ Il intègrera d'ailleurs le ministère de la Planification entre février et novembre 2006 au nouveau poste de sous-secrétaire des terres pour le logement social.

⁴¹ Propos tenus par E. Carrió, dans l'article « Carrió le pegó a Kirchner : Bielsa le replicó y entro en la campaña », *Clarín*, Buenos Aires, 7 juillet 2005, p.8

⁴² Voir l'entretien de R. Lopez Murphy avec le journaliste Mariano Thieberger dans l'article « Yo disfrutaría debatiendo con Cristina pero no siendo intimidado por patotas », *Clarín*, Buenos Aires, 26 juin 2005, p. 12

⁴³ Graciela Arias, « Bergoglio criticó las internas políticas », *La Nación*, Buenos Aires, 26 juin 2005, p. 1 et 8.

autoritaire », dans un système dans lequel « le Congrès est devenu le greffier de l'Exécutif » (*La Nación*, 25 juillet 2005), notamment à cause d'une application abusive du nombre de DNU. Dans le camp de l'opposition, Chiche Duhalde ou E.Carrió accusent le président d'utiliser les fonds de l'Etat pour satisfaire la campagne de son épouse. De fait, au sein de toutes ces critiques on va voir progressivement apparaître un glissement des confrontations sur la scène péroniste d'un clivage N. Kirchner – E. Duhalde / C.Menem à un clivage N. Kirchner / C. Menem – E.Duhalde jusqu'à en faire ressurgir des anciens « barons » de la politique argentine : des figures « emblématiques » comme l'ancien président radical, R. Alfonsín, en désaccord avec les dirigeants radicaux qui soutiennent officiellement le président, réapparaissent sur la scène politique afin de se rallier à leurs anciens adversaires (notamment E. Duhalde) pour s'opposer directement à N. Kirchner. Ces stigmatisations renforcent la position de N. Kirchner en tant que « chef » et les représentations qui sont faites de lui se transforment de nouveau. En effet, cette fois les topiques du péronisme sont utilisées, plusieurs articles de presse montrent un président « parmi une foule qui se pousse pour le toucher et l'embrasse » (*Clarín*, 14 juillet 2005), son épouse, C. Kirchner a l'image de la « nouvelle Evita » (*Clarín*, 8 juillet 2005). Cette position charismatique sera en quelque sorte « objectivée » lors de la proclamation des résultats des élections de 2005 : en effet, ce sont les « fidèles » de N. Kirchner qui vont sortir en grande majorité vainqueurs. Aux résultats des élections d'octobre 2005, la défaite du camp duhaldiste dans la province de Buenos Aires est d'ailleurs univoque : sur les 134 municipalités de la province, 129 sont remportées par le FPV et 2 par le PJ. Cristina Kirchner gagne avec plus de 25% des voix sur Hilda Duhalde.

Dès le lendemain de la proclamation de ces résultats, c'est le terme « plébiscite » qui est majoritairement utilisé par les divers analystes politiques argentins. N. Kirchner est désormais le « leader d'un centre-gauche », « perspicace », le « possible candidat en 2007 », et dans un article de la *Nación* il est même noté que « Kirchner a tout compris avant les autres. » E. Duhalde, quant à lui, décide de se retirer de la scène politique nationale.

A cette victoire électorale du secteur « kirchnéristes » en 2005 s'ajoute également le remboursement de la dette auprès du FMI en janvier 2006⁴⁴. Cette série de réussites, attribuées aux seules qualités de N. Kirchner, élargit une nouvelle fois la marge d'action du président ; il peut désormais s'émanciper des compromis qui marquaient son investiture, et ce sont cette fois les ministres de l'Economie, et de la Défense qui doivent partir. Le président qui bénéficie également d'une majorité de « fidèles » au sein de la Chambre des députés et du Sénat fait que la domination présidentielle semble désormais évidente sur ses opposants politiques.



« Le danger d'un chef suprême » :

⁴⁴ En septembre 2005, après des négociations difficiles avec le Fonds monétaire international, la dette de l'Argentine a été rééchelonnée puis remboursée dans son intégralité en janvier 2006. La réussite de ces négociations a été principalement imputée à la seule fermeté du président N. Kirchner que ce soit dans les commentaires de acteurs politiques et économiques ou dans les articles de journalistes argentins et étrangers.

Aussi, après plusieurs mois d'incertitude, c'est au cours du mois de juillet 2007 que la candidature de Cristina Kirchner aux élections présidentielles est rendue officielle. La campagne présidentielle, qualifiée pour le plus souvent de « terne » et d'« ennuyeuse » dans les différents commentaires journalistiques, et notamment dans les différents entretiens que nous avons pu mener pendant la campagne électorale, révèle une scène politique fortement fragmentée et divisée, articulée une nouvelle fois autour de N. Kirchner. Parmi les principales interprétations du désistement de N. Kirchner au profit de son épouse, ses partisans répondent que c'est parce qu'il est épuisé par son mandat et préfère se consacrer à la création d'un parti transversal dont il serait le leader. Ces détracteurs quant à eux soupçonnent plutôt une stratégie de la part de N. Kirchner pour briguer la présidence en 2011 et jouer indéfiniment l'alternance avec son épouse⁴⁵. Le 28 octobre 2007 : le triomphe de Cristina Kirchner est sans appel : elle devance largement ses concurrents sur l'ensemble du territoire argentin.



10 décembre 2007 : Cérémonie d'investiture de Cristina Fernández de Kirchner accompagnée de son époux, l'ancien président, Néstor Kirchner.

Conclusion

⁴⁵ L'article 90 de la Constitution nationale argentine n'autorise qu'une seule réélection consécutive du président de la République, avec la possibilité de se représenter après un intervalle de quatre ans et d'exercer à nouveau deux mandats consécutifs.

Au travers de notre analyse, nous avons tenter de comprendre comment, suite à la crise politique, économique et sociale qui a ébranlé l'Argentine depuis les événements de 2001, N. Kirchner et son entourage sont arrivés au pouvoir et comment ils ont réussi à créer et à fidéliser, même sous conditions, des soutiens qui ont permis qu'ils s'y maintiennent.

De notre point de vue, nous avons tenté de montrer ici que le processus de constitution des soutiens autour de N. Kirchner s'est construit aussi bien au travers de politiques institutionnelles (décrets, distribution des positions gouvernementales) que de politiques publiques visant à trouver des partenaires intéressés à leur mise en place. Nous avons vu que le changement de la configuration du jeu politique autour de la figure présidentielle et le processus de fidélisation au gouvernement « kirchneriste » passaient par la mobilisation de nouvelles élites associées et intéressées aux transformations de l'action publique.

Plus spécifiquement, il apparaît que ce retour du jeu politique collectif (pas nécessairement coordonné) dessine en un temps très court une situation de type charismatique. Non pas que la croyance en l'autorité de N. Kirchner ait brutalement converti certains barons péronistes, quelques gouverneurs de province ou cadres militaires : le rythme, la chronologie et le *modus operandum* des ralliements signalent davantage des calculs et renvoient à des transactions très précises centrées autour de l'accès à des positions électives, partisans ou à des promotions militaires. L'autorité que le président Kirchner manifeste dans la gestion du passé dictatorial, dans la politique néo-keynésienne auprès des gouverneurs ou intendants dans les différents provinces, ou encore dans les négociations opérées avec les organisations financières internationales, est un des sous produits qui émerge de cette reconnaissance conditionnelle opérée par quelques uns (gouverneurs, députés, représentants de groupes sociaux ou journalistes). Elle devient l'essence même des commentaires et des analyses politiques produits sur le président. Objectivée par des résultats électoraux, par des sondages favorables qui interviennent après ces premiers ralliements, elle tend à s'élargir, à s'imposer ensuite à tous. On sait depuis l'analyse d'Elias sur Louis XIV que l'autorité reconnue au titulaire d'une position institutionnelle ne saurait être ramenée à des qualités personnelles spécifiques, ni même à une adéquation de ces qualités aux propriétés de la situation. Le retournement de l'identité de N. Kirchner montre l'intérêt qu'il peut y avoir à suivre très précisément les activités collectives engagées par lui et par beaucoup d'autres dans des espaces sociaux et dans des jeux très différents.

Petite chronologie de l'histoire Argentine

Carte géographique de l'Argentine

1816	Indépendance de l'Argentine
1930	Coup d'Etat militaire: Le général José Felix Uriburu destitue le président radical Hipólito Irigoyen
1943	Coup d'état militaire dirigé par le général Arturo Rawson
1946	Juan Domingo Perón élu à la présidence.
1955	Coup d'Etat militaire. Perón part en exil en Espagne
1958	Election d'Arturo Frondizi à la présidence
1962	Coup d'Etat militaire
1963	Election de d'Arturo Illía (UCRP) à la présidence.
1966	Coup d'Etat militaire dirigé par le général Juan Carlos Onganía
1970	Coup d'Etat militaire dirigé par le général Roberto Marcelo Levingston
1973	Retour de Juan Domingo Perón qui est réélu à la présidence
1974	Mort de Juan Perón. Isabel Perón, alors vice-présidente, le remplace au pouvoir.
1976	Coup d'Etat militaire. Mise en place d'une dictature de la Junte militaire.
1982	Guerre des Malouines
1983	Rétablissement de la démocratie et élection du radical Raúl Alfonsín à la présidence
1989	Election à la présidence du péroniste Carlos Menem
1994	Réforme de la Constitution en vigueur depuis 1853. Le président jusqu'alors élu par un collège électoral est désormais élu au suffrage universel direct. Le mandat présidentiel est réduit de 6 ans à 4 ans et un second tour de scrutin aux élections présidentielles devient requis si aucun candidat n'obtient au moins 45 % des votes au premier tour ou si le gagnant obtient 40 % des votes, mais avec une marge de moins de 10 % par rapport au candidat qui se classe deuxième.
1995	Réélection de Carlos Menem
1999	Election de l'allianciste Fernando de la Rúa
20 décembre 2001	Démission de Fernando de la Rúa
21-22 décembre 2001	Intérim du péroniste Ramon Puerta à la présidence
23-30 décembre 2001	Intérim du péroniste Aldo Rodríguez Saá à la présidence
31 décembre 2001	Intérim du péroniste Eduardo Camaño à la présidence
1^{er} janvier 2002	Début de l'intérim du péroniste Eduardo Duhalde à la présidence
1^{er} juillet 2002	Annnonce de l'anticipation des élections présidentielles
27 avril 2003	Premier tour des élections présidentielles : les péronistes C. Menem et Néstor Kirchner sont élus pour le deuxième tour
16 mai 2003	Défection de C. Menem
25 mai 2003	Investiture de N. Kirchner à la présidence
28 octobre 2007	Election de Cristina Fernández de Kirchner



Source : La documentation française